En vertu de ce contrat, M. MacFarlane était obligé de compléter ces 60 milles de chemin, à la satisfaction des ingénieurs des gouvernements, avant le 1er Janvier 1889.

Pour assurer le paiement du prix de son contrat, M. MacFarlane a exigé et obtenu de M. Armstrong un transport des subsides payables par les gouvernements fédéral et provincial pour un montant qu'il avait considéré, d'après son propre examen de la ligne et son estimé du coût des travaux, suffisant pour couvrir le coût total de son contrat, savoir : \$260,000.

Ces subsides furent transportés, à sa demande, à la Banque Ontario, à Montréal, en fidéi-commis. Et les dites sommes ont été payées en totalité à cette banque, moins \$28,546 retenues par le gouvernement local, et \$31,825 retenues par le gouvernement fédéral pour garantir le parachèvement des travaux qui, d'après les rapports des ingénieurs, restent à faire sur les 60 milles du chemin entrepris par M. MacFarlane, pour un montant d'environ \$30,000.

Il est bon de noter qu'en outre des subsides transportés à la Banque, M. MacFarlane a obtenu de M. Armstrong un transport de subventions municipales au montant de \$18,000.

Comme l'inexécution du contrat du sous-entrepreneur MacFarlane a été la cause déterminante des troubles survenus sur la ligne du chemin de fer et du délai dans la construction du chemin, il importe de citer les principales clauses de ce contrat, afin d'établir où repose la responsabilité de ces difficultés.

Ces clauses se lisent comme suit :

" 1.—Le dit sous-entrepreneur complètera et finira les quarante milles du dit chemin de fer aujourd'hui en partie construits, et ajoutera du matériel roulant à celui qui se trouve déjà sur le chemin au montant et en la quantité spécifiés dans la liste du matériel roulant ci-annexée.

" 2.—Le sous-entrepreneur construira vingt milles de nouveau chemin, comme prolongement des dits quarante milles, le tout devant être construit et complété conformément au contrat du dit entrepreneur avec la dite compagnie, et sous la direction de l'ingénieur en chef de la dite compagnie, et conformément aux tracés et devis mentionnés au dit contrat, lesquels contrats et devis sont ici mentionnés comme la base d'après laquelle les dits travaux doivent être exécutés, et ces dits travaux seront ainsi complétés à la satisfaction de l'ingénieur du gouvernement fédéral.

" 3.—Les dits travaux seront complétés au premier de janvier mil huit cent quatre-vingt-neuf."

Le contrat passé par l'entrepreneur avec la Compagnie, contrat mentionné dans la deuxième clause qui vient d'être citée, renferme les stipulations suivantes :

" 1.—L'entrepreneur, à ses propres frais, fournira tous les travaux et tout genre de travail, machines, outillages, etc, requis pour la construction du dit chemin de fer, et cela conformément aux tracés et aux devis déjà préparés et qui pourront être préparés ci-après pour les fins des dits travaux.

«
être d
comm
confor
doréna
compa
«
décisio
de fer
M.
tout au
Pa
dans le
des trav
ingénier
accepté
En
tions de
travaux.
ces chan
contrat,
d'après
ses débo
d'établir
suffisant
Or,
rapports
Armstro
Armstro
Février
MacFarl
dernier.
Con
termes d
le monta
exigés p
ce prêt
réclamat
Mais